

Harper et ses ministres dirigeront l'aide à Haïti

Les libéraux souhaiteraient l'envoi d'un «champion» à la Bill Clinton

Guillaume Bourgault-Côté 24 février 2010 [Actualités internationales](#)



Photo : Agence Reuters Carlos Barria

Un Port-au-Princien traîne du mieux qu'il peut son chariot entre les débris qui jonchent les rues de la capitale. Des bâtiments abîmés par le séisme du 12 janvier se sont davantage écroulés à la suite de répliques qui ont secoué de nouveau la Perle des Antilles hier. Des poteaux téléphoniques se sont cassés en deux. La première secousse de la journée, et la plus forte, a atteint une magnitude de 4,7 sur l'échelle de Richter. En un mois, Haïti a connu 56 répliques d'une magnitude de 4 ou plus.

Ottawa — Le gouvernement a tranché: le Canada n'a pas besoin d'un représentant spécial pour agir comme chef d'orchestre de l'aide canadienne à la reconstruction d'Haïti. Un geste que l'opposition interprète comme la plus récente manifestation de la volonté de contrôle du bureau du premier ministre.

Ottawa a confirmé cette fin de semaine qu'il n'entend pas imiter le Brésil et les États-Unis — autres principaux acteurs internationaux de la reconstruction — et nommer un «champion» pour Haïti, rôle que joueront Bill Clinton, George W. Bush et Luiz Inácio Lula da Silva.

«Notre logique, c'est que nous n'avons pas besoin d'un envoyé spécial en plus des ministres compétents qui sont là et de notre ambassadeur, qui est

un champion sur le terrain», a expliqué hier Catherine Loubier, attachée de presse du ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon. Le Canada avait choisi la même approche pour l'Afghanistan.

Les décisions seront donc toutes prises à partir d'Ottawa, par M. Cannon ou Bev Oda, sa collègue responsable de la Coopération internationale. «C'est une responsabilité partagée, sous le leadership du premier ministre», selon Mme Loubier.

L'idée de nommer un envoyé spécial pour diriger les efforts canadiens avait notamment été proposée par la Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL). Selon elle, un «champion» pour Haïti aurait notamment permis de maintenir l'attention des médias et du public autour de la reconstruction du pays, en plus d'être utile en coulisse pour solliciter les contributions du secteur privé ou de la diaspora.

L'engagement d'une personnalité de renom — on a évoqué les noms de Jean Chrétien, de Brian Mulroney, de Paul Martin, de Joe Clark, et même de Michaëlle Jean — aurait aussi pu permettre de mieux positionner le Canada dans les négociations avec les autres acteurs internationaux collaborant à la reconstruction, estime la FOCAL.

L'opposition déçue

L'opposition libérale juge elle aussi que l'idée était bonne. En refusant de l'étudier, le gouvernement «gâche une occasion de mobiliser le secteur privé et les organisations non gouvernementales et d'avoir un effet réel et durable sur la reconstruction d'Haïti», ont indiqué les députés Bob Rae et Denis Coderre dans un communiqué diffusé lundi.

Selon Bob Rae, «Stephen Harper ne veut pas perdre le contrôle du dossier d'Haïti, car il préfère tout garder sous la surveillance étroite de son cabinet. Mais malheureusement, cela nuit aux intérêts du peuple haïtien.»

Joint hier, Denis Coderre a indiqué qu'il aurait été bien d'avoir «un envoyé qui ne s'occupe que de ce dossier, un rassembleur — ou une équipe — considéré comme non-partisan» et dont la réputation aurait permis d'ouvrir des portes.

Charest n'y sera pas

Le premier ministre Jean Charest n'emboîtera pas le pas au premier ministre Stephen Harper et ne prévoit pas se rendre en Haïti dans un avenir prévisible. De plus, M. Charest n'assistera pas à la conférence des pays donateurs sur la reconstruction d'Haïti, qui aura lieu à New York, au siège des Nations unies, à la fin mars, étant donné qu'il s'agit d'une conférence de ministres des Affaires étrangères.

Selon des sources à Québec et Ottawa, tout indique que la participation québécoise se résumera à envoyer un fonctionnaire du ministère des Relations internationales, comme ce fut le cas lors d'une première conférence du genre, tenue à Montréal le 25 janvier.

* * *

avec La Presse canadienne